

Contribution de France Datacenter à la seconde consultation publique de la CRE relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseaux publics de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

La CRE a mis [en ligne](#) une seconde consultation relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseaux publics de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs. France Datacenter avait déjà participé à la première consultation et souhaite également transmettre ses commentaires sur cette deuxième version. Nous sommes par ailleurs disposés à rencontrer à nouveau la CRE pour échanger sur ce dispositif.

En propos liminaire, l'association souhaite saluer la prise en compte des remarques des différents acteurs, notamment des centres de données, pour faire évoluer le dispositif vers plus de flexibilité. En effet, la CRE a proposé trois évolutions notables, qui vont dans le bon sens :

- La possibilité de choisir l'option 2, avec une montée en charge prévisionnelle sur 10 ans ;
- L'augmentation du niveau de prise en charge des travaux pour les installations existantes ;
- L'augmentation de la marge, qui passe ainsi de 10 à 15%, dans le calcul de la modification de la puissance.

Cela étant, France Datacenter considère que le dispositif doit encore être amendé pour pouvoir répondre aux spécificités de la filière du datacenter en France. Pour rappel, les enjeux liés au développement de la filière du datacenter sont nombreux (souveraineté territoriale, développement de l'intelligence artificielle) pour une industrie essentielle à l'activité économique et numérique du pays. En effet, la numérisation croissante de notre économie et le développement de l'intelligence artificielle passent nécessairement par un renforcement de l'implantation des centres de données en France, comme l'a notamment indiqué le rapport sur l'intelligence artificielle remis au président de la République en mars 2023. Cette implantation passe notamment par une planification sur le long terme de l'accès aux réseaux électriques, via des échanges réguliers avec le gestionnaire de ces réseaux. La filière est bien entendu favorable à renforcer ces échanges réguliers, comme nous le proposons plus bas. Il est en effet essentiel que le gestionnaire des réseaux ait également de la visibilité et de la disponibilité électrique pour l'ensemble des acteurs de la vie économique, dans un contexte d'électrification massive. Nous rappelons que le modèle des datacenters commerciaux est assez spécifique dans la mesure où l'utilisation de la puissance dépend largement des clients hébergés, et qu'il est donc difficile de prévoir précisément quelle sera la puissance soutirée sur 5 ou 10 ans. Nous proposons donc une approche plus flexible, qui pourrait d'ailleurs s'appliquer à d'autres clients, qui reconnaît que certains consommateurs sont confrontés à une incertitude inhérente quant à la trajectoire de croissance de leur demande.

France Datacenter souhaite donc proposer des amendements au mécanisme proposé, détaillées ci-dessous :

Pour les installations nouvelles

Question 1

Etes-vous favorable au passage à un système permettant à l'utilisateur d'avoir deux options concernant sa demande de raccordement ou d'augmentation de puissance de raccordement (avec ou sans montée en charge progressive) ?

Nous accueillons favorablement la possibilité de choisir entre ces deux options, qui constitue une amélioration par rapport à la première version du mécanisme.

Question 2

Dans le cas où l'utilisateur déciderait de ne pas fournir de montée en charge mais de directement demander sa puissance de raccordement finale (option 1), êtes-vous favorable à la modification de sa puissance de raccordement après un délai de 5 ans en cas de non-utilisation ?

Dans l'hypothèse où l'activité serait stabilisée au bout des 5 années, ce mécanisme pourrait s'appliquer. En revanche, si l'activité n'est pas stabilisée, nous proposons de repousser la modification de puissance à l'année suivante.

Nous proposons également, afin d'inciter les clients à dimensionner correctement leurs applications de connexion, d'utiliser un modèle alternatif dans lequel les clients paieraient une redevance pour leur capacité réservée, redevance qui reflèterait le coût que leur réservation ajoute au système. Ces coûts supplémentaires inciteront les clients à dimensionner correctement leur réservation en fonction de la puissance dont ils ont besoin. Ce modèle « *take or pay* » est préférable au modèle « *take it or lose it* » car il incite fortement les clients à redimensionner leurs demandes de capacité, atténue tout risque financier pour l'opérateur de réseau et donne aux clients la sécurité dont ils ont besoin pour résister à tout changement imprévu de leur calendrier de développement (comme c'est souvent le cas pour les centres de données).

Question 3

Etes-vous favorable aux modalités proposées concernant la possibilité pour l'utilisateur de demander une courbe de montée en charge à un horizon de 10 ans au moment de sa demande de raccordement ou de demande d'augmentation de puissance de raccordement (option 2) ?

Nous saluons cette proposition, mais souhaitons l'amender. En effet, en considérant qu'entre la demande de raccordement et le raccordement effectif, une période de 5 à 7 ans peut se passer, il est important de considérer une mise à jour des hypothèses de montée en charge à minima à la date de raccordement et pour une période de 15 ans (et non 10), car l'activité des centres de données s'évalue plutôt sur une période de 15 ans. Par ailleurs, nous pensons que les puissances intermédiaires non utilisées lors de la montée en charge ne devraient pas pénaliser la puissance totale finale réservée, comme proposé dans ce mécanisme.

Afin de garantir aux gestionnaires de réseau des prévisions à jour, les clients devraient être autorisés à mettre à jour leurs calendriers de montée en puissance sur une base annuelle. Les opérateurs de réseau disposeraient ainsi de calendriers régulièrement mis à jour leur permettant de planifier plus précisément les besoins du système.

In fine, au bout de 15 ans, si un client n'a pas encore utilisé la totalité de sa puissance, le gestionnaire du système devrait lui accorder un délai supplémentaire raisonnable pour atteindre sa pleine capacité, à condition qu'il puisse présenter la preuve que son projet progresse vers la puissance totale réservée. Ces preuves pourraient prendre la forme de demandes de permis, de factures d'équipement ou de données récentes sur la croissance de la demande démontrant que la puissance utilisée tend vers l'objectif final. Cette approche a été récemment adoptée aux Pays-Bas dans une mise à jour de son code réseau. Cet amendement reconnaît qu'il existe des projets spécifiques avec des délais de réalisation longs et incertains (les centres de données notamment), et que les clients ont donc besoin d'une certaine flexibilité.

Question 4

Dans le cas où l'utilisateur déciderait de fournir une courbe de montée en charge, êtes-vous favorable à la modification des puissances intermédiaires de la montée en charge jusqu'à la puissance de raccordement finale lorsque l'utilisateur ne respecte pas son engagement (avec une marge) ?

Comme indiqué précédemment, nous pensons que les puissances intermédiaires non utilisées lors de la montée en charge ne devraient pas pénaliser la puissance totale finale réservée, comme proposé dans ce mécanisme. Un décalage de mise en œuvre d'un projet informatique par un des clients utilisateur du datacenter peut entraîner un décalage d'un an ou plus de la montée en charge. Reprendre la puissance à des étapes intermédiaire hypothèquerait les capacités de développement à court terme des projets informatiques français et internationaux. A titre d'exemple : le déploiement d'un applicatif industriel de type numérisation d'une ligne de production doit s'articuler avec le plan de formation et l'adaptation de l'outil productif. Il n'est pas rare qu'un tel projet puisse prendre des retards de 1 à 2 ans, sans pour autant être annulé. L'amputation d'une puissance électrique en plein déploiement de solution reviendrait à empêcher la modernisation de ladite entreprise.

Nous proposons plutôt au gestionnaire des réseaux de mettre en place des points d'étape, par exemple tous les ans, afin de mieux anticiper et planifier la montée en charge des opérateurs de centres de données, qui permettra ainsi d'obtenir une granularité plus fine, au bénéfice de tous les acteurs.

Pour les installations existantes

Question 5

Etes-vous favorable au niveau de prise en charge des coûts par le TURPE proposé par la CRE (60 % des coûts restant après réfaction) ?

Nous saluons l'augmentation de la prise en charge des travaux pour l'augmentation de la puissance de raccordement pour les installations existantes. En revanche, nous proposons un délai supplémentaire aux 5 années proposées dans le cas où des travaux ont été effectués et/ou des projets sont en cours sur le site. Par ailleurs, nous proposons de mettre en place un délai de prévenance d'un an pour la modification de la puissance de raccordement pour les installations existantes.

Enfin, nous souhaitons interroger la CRE sur les raccordements de secours, pris en charge à 100% par les clients. **Sont-ils également concernés par le dispositif ?**

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 6

Etes-vous favorable à la marge de 15 % proposée ?

Nous saluons l'augmentation de la marge à 15% par rapport à la première version de la consultation. Nous proposons néanmoins de l'augmenter encore à 20%, qui nous semble mieux correspondre aux besoins de la filière.

Question 7

Etes-vous favorable à l'historique de consommation de 5 ans proposé pour déterminer la puissance maximale soutirée ?

Comme indiqué précédemment, nous pensons qu'il faudrait pouvoir repousser d'une année la modification de puissance de raccordement dans le cas où l'activité n'est pas stabilisée. Il pourrait s'agir d'une clause de revoyure annuelle, comme proposé précédemment.

Question 8

Etes-vous favorable au pas de temps de 10 minutes proposé pour le calcul de la puissance maximale soutirée par l'utilisateur sur la période de 5 ans ?

Ce pas de temps est utilisé classiquement, nous y sommes donc favorables. Les équipements ont dans tous les cas des besoins en puissance qui peuvent se révéler sur des pas de temps supérieurs, il n'y a donc pas de risque de passer à côté d'un besoin.

Question 9

Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Nous sommes favorables à cette mesure.

À propos de France Datacenter

France Datacenter est l'association de référence des acteurs de l'écosystème des datacenters en France. Elle représente et assure la promotion de la filière comme socle de la performance et de la fiabilité de l'économie numérique. L'association est aujourd'hui constituée d'une centaine de sociétés qui conçoivent, construisent et exploitent les datacenters. Acteur naturel de la réflexion sur les enjeux des industries numériques, France Datacenter favorise la formalisation des savoirs, le développement des compétences et l'adoption des meilleures pratiques par les professionnels, afin d'améliorer la compétitivité de la filière française face à ses concurrents européens.